

**Art. 2.** Les dédommagements visés à l'article 1er ne seront pas accordés si le donneur vivant peut prétendre à des dédommagements semblables suite à une disposition légale ou réglementaire belge, étrangère ou internationale.

**Art. 3.** Le montant du dédommagement des frais de prestations médicales sera fixé selon l'arrêté royal du 30 juillet 1964 portant les conditions dans lesquelles l'application de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est étendue aux travailleurs indépendants.

Le montant du dédommagement de la perte de revenus sera fixé selon l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants. Le dédommagement sera accordé à partir du premier jour de la perte de revenus.

**Art. 4.** Les dédommagements seront accordés pour un délai de trois mois au maximum à partir du moment du prélèvement des organes ou tissus.

**Art. 5.** Les frais des dédommagements sont à charge du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement.

**Art. 6.** Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 février 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,  
J. GOL

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,  
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

#### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 87 — 584

**23 FEVRIER 1987.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 25 septembre 1947 portant règlement général des mesures d'hygiène et de santé des travailleurs dans les mines, minières et carrières souterraines

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées le 15 septembre 1919, notamment l'article 78, modifié par la loi du 19 août 1948 et l'arrêté du Régent du 23 août 1948;

Vu l'arrêté du Régent du 25 septembre 1947 portant règlement général des mesures d'hygiène et de santé des travailleurs dans les mines, minières et carrières souterraines, modifié notamment par l'arrêté royal du 10 juillet 1972;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène des mines;  
Vu l'avis de la Commission nationale mixte des mines;  
Vu l'avis du Conseil d'Etat siégeant en section d'administration;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif de prescrire le plus rapidement possible des dispositions réglementaires en matière de secours immédiats et de soins d'urgence à apporter aux victimes d'accident ou d'in disposition;

**Art. 2.** De vergoedingen waarvan sprake in artikel 1 worden niet toegekend indien de levende donor aanspraak kan maken op gelijkaardige vergoedingen ingevolge een Belgische, buitenlandse of internationale wets- of reglementsbepaling.

**Art. 3.** Het bedrag der vergoeding voor de kosten van geneeskundige verstrekkingen, wordt bepaald overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 juli 1964 houdende de voorwaarden waaronder de toepassing van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tot de zelfstandigen wordt verruimd.

Het bedrag der vergoeding voor de inkomstenderving wordt bepaald overeenkomstig het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen. De vergoeding wordt toegekend vanaf de eerste dag inkomstenderving.

**Art. 4.** De vergoedingen worden toegekend voor een termijn van maximum drie maanden te rekenen vanaf de wegneming van de organen of weefsels.

**Art. 5.** De kosten der vergoedingen zijn ten laste van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu.

**Art. 6.** Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 februari 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
J. GOL

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,  
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

#### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 87 — 584

**23 FEBRUARI 1987.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het besluit van de Regent van 25 september 1947 houdende algemeen reglement betreffende de maatregelen op gebied van hygiëne en gezondheid der arbeiders in de mijnen, ondergrondse groeven en graverijen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de mijnen, groeven en graverijen, gecoördineerd op 15 september 1919, inzonderheid artikel 76, gewijzigd bij de wet van 19 augustus 1948 en het besluit van de Regent van 23 augustus 1948;

Gelet op het besluit van de Regent van 25 september 1947 houdende algemeen reglement betreffende de maatregelen op gebied van hygiëne en gezondheid der arbeiders in de mijnen, ondergrondse groeven en graverijen, onder meer gewijzigd bij koninklijk besluit van 10 juli 1972;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Hygiëne in de Mijnen;  
Gelet op het advies van de Nationale Gemengde Mijncommissie;  
Gelet op het advies van de Raad van State zitting houdend in Afdeling Administratie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er zo vlug mogelijk reglementaire bepalingen verordend dienen te worden inzake de door ongeval of ongesteldheid getroffen te verlenen eerste hulp en dringende zorgen;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Le chapitre IV de l'arrêté du Régent du 25 septembre 1947 portant règlement général des mesures d'hygiène et de santé des travailleurs dans les mines, minières et carrières souterraines, et comprenant les articles 87 à 94, est remplacé par les dispositions suivantes :

**« CHAPITRE IV  
Secours immédiats et soins d'urgence  
aux victimes d'accident ou d'indisposition**

**Section I. — Dispositions générales**

**A. Soins d'urgence et transport**

**Art. 87.** L'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour :

1° assurer, aussi rapidement que possible, aux victimes d'accident ou d'indisposition, les secours exigés, les soins et l'assistance d'urgence d'un médecin ou d'une personne apte à les soustraire au danger de complications;

2° si les circonstances l'exigent, assurer, aussi rapidement que possible et dans les meilleures conditions, le déplacement d'un médecin ou d'un membre du personnel de soins jusqu'aux victimes;

3° dès qu'elles ont reçu les premiers soins, les faire transférer, accompagnées d'une personne compétente en la matière, dans un local de soins convenable;

4° le cas échéant, assurer également leur transport soit à leur domicile, soit dans un établissement de soins en rapport avec la nature des lésions ou de l'affection constatées;

5° permettre aux prestataires de soins, quel que soit leur niveau, d'entrer en contact les uns avec les autres, à tout instant et où que ce soit, en mettant à leur disposition un système de communication efficace afin de leur permettre de décider rapidement de la nature de l'assistance nécessaire et de coordonner cette dernière.

**B. Prestataires de soins autres que les médecins**

**Personnel de soins**

**Art. 88.** Lorsque moins de cent travailleurs sont présents dans les travaux souterrains dans le siège d'une mine où habituellement plus de deux cents travailleurs sont occupés, un membre du personnel de soins doit être disponible pour ce siège.

Dans chaque siège des entreprises concernées, il y aura, aussi longtemps qu'au moins cent travailleurs seront occupés sous terre, deux membres qualifiés du personnel de soins; l'un d'eux devra être présent dans le local de soins et être prêt en permanence à descendre pour donner les premiers soins en cas d'accident ou d'indisposition et, lorsque cela apparaît nécessaire, pour des raisons médicales. L'autre devra être disponible dans le siège de l'entreprise.

Afin de se familiariser avec les circonstances dans lesquelles des soins devront éventuellement être donnés, les membres du personnel de soins devront, dans tous les cas au moins une fois par mois ainsi que chaque fois que des modifications importantes seront apportées aux travaux souterrains, descendre visiter ceux-ci, afin de vérifier si les moyens de premiers soins y sont disponibles et aussi pour donner les conseils aux ambulanciers.

Les membres du personnel de soins que n'ont pas l'expérience des services de soins intensifs et d'un service des urgences recevront une formation complémentaire. Le programme de cette formation dans un service de soins intensifs et/ou dans un service des urgences d'un hôpital approprié sera déterminé par le médecin-réanimateur et le médecin-coordonateur visés à l'article 96 en concertation avec le médecin du travail et/ou avec les autres médecins responsables en matière de premiers soins. Cette formation aura une durée d'au moins six semaines.

Cette période sera consacrée à l'acquisition d'un maximum d'expérience en matière de secours médicaux urgents et de soins intensifs dans un hôpital approprié. En outre, une semaine au moins sera consacrée à s'habituer à apporter les premiers soins sous terre.

Tous les membres du personnel de soins feront, tous les deux ans, pendant deux semaines au moins, un stage de recyclage dans le service des urgences et dans le service des soins intensifs des hôpitaux avec lesquels ils collaborent. Ils participeront, en outre, à des séances collectives de recyclage qui se dérouleront, chaque année, pendant deux demi-journées de travail.

Op voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Hoofdstuk IV van het besluit van de Regent van 25 september 1947 houdende algemeen reglement betreffende de maatregelen op gebied van hygiëne en gezondheid der arbeiders in de mijnen, ondergrondse groeven en graverijen en dat de artikelen 87 tot 94 omvat, wordt vervangen door de hiernavolgende bepalingen :

**« HOOFDSTUK IV  
Aan de door ongeval of ongesteldheid getroffen en  
te verlenen eerste hulp en dringende zorgen**

**Afdeling I. — Algemene bepalingen**

**A. Dringende zorgen en overbrenging**

**Art. 87.** De werkgever moet de nodige maatregelen nemen om :

1° de door ongeval of ongesteldheid getroffen en zo spoedig mogelijk de vereiste hulp, dringende verzorging en bijstand te kunnen bezorgen van een dokter of van een persoon die bevoegd is om hen voor de gevaren van verwickelingen te vrijwaren;

2° indien de omstandigheden het vereisen, de verplaatsing van een dokter of van een verpleegkundige tot bij het slachtoffer zo snel mogelijk en in de best mogelijke omstandigheden te laten verlopen;

3° hen, na het verlenen van de eerste zorgen, door een terzake deskundige persoon te laten begeleiden naar een behoorlijk verpleeglokaal;

4° indien nodig, eveneens het vervoer, hetzij naar hun woonplaats, hetzij naar een aan de aard van de vastgestelde letsels of aandoeningen aangepaste verzorgingsinstelling te verzekeren;

5° de zorgenverleners van gelijk welk niveau toe te laten op ieder ogenblik en overal met elkaar in contact te komen door een doeltreffend communicatiesysteem te hunner beschikking te stellen ten einde hen toe te laten snel te beslissen over de aard van de nodige hulpverlening en deze laatste te coördineren.

**B. Zorgenverleners - niet artsen**

**Verpleegkundigen**

**Art. 88.** Wanneer minder dan honderd werknemers aanwezig zijn bij de ondergrondse werken in de zetel van een kolenmijn waar gewoonlijk meer dan tweehonderd werknemers zijn tewerkgesteld, moet één verpleegkundige voor die zetel beschikbaar zijn.

In iedere zetel van de betrokken bedrijven zullen, zolang er minstens honderd werknemers in de ondergrond tewerkgesteld worden, twee gekwalificeerde verpleegkundigen zijn; één van hen moet aanwezig zijn in de verpleegzaal en bestendig klaar staan om af te dalen voor het toedienen van eerste hulp bij ongeval of ongesteldheid wanneer dat om medische redenen noodzakelijk is; de andere moet beschikbaar zijn op de zetel.

Ten einde vertrouwd te geraken met de omstandigheden waarin eventueel hulp moet worden geboden, zullen de verpleegkundigen in ieder geval ten minste eenmaal per maand en telkens als er ingrijpende wijzigingen worden aangebracht aan de ondergrondse werken, deze bezoeken, ten einde na te gaan of de voorgeschreven eerstehulpmiddelen er beschikbaar zijn en tevens om raadgevingen te verstrekken aan de ambulanciers.

Verpleegkundigen zonder ervaring in diensten voor intensieve zorgen en in spoedgevallendienst zullen een bijkomende opleiding genieten. Het programma van deze opleiding in een intensieve en/of spoedgevallendienst van een geschikt ziekenhuis zal bepaald worden door de arts-reanimator en de arts-coördinator bedoeld bij artikel 96 in overleg met de arbeidsgeneesheer en/of met de andere inzake hulpverlening verantwoordelijke artsen en zal over een duur van ten minste zes weken lopen.

Deze termijn wordt besteed aan het opdoen van zoveel mogelijk ervaring inzake dringende medische hulpverlening en intensieve zorgen in een daartoe geschikt ziekenhuis. Daarenboven wordt ten minste één week besteed aan het vertrouwd worden met de ondergrondse eerstehulpverlening.

Alle verpleegkundigen zullen om de twee jaar en gedurende ten minste twee weken bijgeschoold worden in de spoedgevallendienst en de dienst voor intensieve zorgen van de ziekenhuizen waarmee wordt samengewerkt. Ze zullen bovendien deelnemen aan bijscholingscursussen die jaarlijks twee halve werkdagen zullen beslaan.

## Ambulanciers

Art. 89. Dans les mines de houille, l'employeur veillera à ce qu'au moins cinq pour-cent des travailleurs de fond inscrits reçoivent une formation d'ambulancier. Cette formation sera organisée par l'employeur et dirigée par un médecin-réanimateur visé à l'article 96 et par le médecin-coordonateur, en concertation avec le médecin du travail et avec les autres médecins responsables en matière de premiers soins. Elle sera soumise à l'agrément préalable du Ministre de l'Emploi et du Travail après avis de l'administration de l'hygiène et de la médecine du travail. Dans les lieux de travail souterrain, on trouvera des ambulanciers dans une proportion de un pour vingt travailleurs occupés sous terre.

L'employeur veillera à la répartition équitable des ambulanciers entre les trois équipes de travail et les différents lieux de travail de manière à ce qu'ils se trouvent à proximité des endroits où un risque d'accident peut exister et qu'ils puissent intervenir à temps. Ils suivront, à intervalles de temps réguliers, des cours de recyclage donnés par les médecins responsables en matière de premiers soins et par le personnel de soins.

## Secouristes

Art. 90. Sans préjudice des dispositions des articles 88 et 89, les employeurs des mines de houille organiseront dans l'optique des premiers soins à donner aux blessés et aux malades, des cours d'au moins vingt heures pour le personnel affecté à la surveillance des travaux souterrains ou de surface; ces cours pourront être communs à plusieurs entreprises et seront soumis à l'agrément préalable du Ministre de l'Emploi et du Travail.

Les employeurs dont le personnel compte habituellement au moins vingt-cinq membres doivent par vingt-cinq travailleurs désigner une personne compétente pour donner les premiers soins et qui, dans ce but, aura suivi une formation d'au moins vingt heures reconnue par le Ministre de l'Emploi et du Travail.

## C. Matériel de premiers soins

## Civière

Art. 91. Dans les mines, à hauteur des galeries d'arrivée et de sortie de chaque lieu de travail et à chaque endroit où le médecin-réanimateur, le médecin-coordonateur, en concertation avec les médecins du travail et/ou les autres médecins responsables en matière de premiers soins l'estiment nécessaire, on trouvera une civière adaptée aux circonstances particulières et deux couvertures.

Dans les minières et carrières souterraines, le lieu et le nombre de civières seront déterminés par le médecin du travail.

## Matériel d'intervention pour ambulanciers et secouristes

Art. 92. Ce matériel sera conservé dans un coffret portable, mis en place en chacun des endroits mentionnés aux deux alinéas précédents. Il contiendra tous les moyens que les ambulanciers et les secouristes savent et peuvent utiliser et qui sont indispensables pour offrir un maximum de chances au blessé ou au malade. Pour ce qui concerne les mines, ce coffret sera fabriqué avec des matériaux adaptés aux circonstances particulières et muni d'une poignée ou de tout autre moyen approprié le rendant aisément transportable. Son contenu sera déterminé de concert par le médecin-réanimateur et le médecin-coordonateur, en concertation avec les médecins du travail et/ou les autres médecins responsables en matière de premiers soins.

Dans les minières et carrières souterraines, la composition du matériel d'intervention sera déterminée par le médecin du travail.

## Matériel d'intervention pour médecins et personnel de soins

Art. 93. La composition de ce matériel est déterminée par le médecin-réanimateur et le médecin-coordonateur, en concertation avec les médecins du travail et/ou les médecins responsables en matière de premiers soins.

## Ambulance

Art. 94. Pour le transport des blessés ou des malades, on disposera d'au moins une ambulance par étage souterrain. Elle sera placée à l'endroit le plus approprié et répondra aux exigences imposées par le médecin-réanimateur et le médecin-coordonateur, en concertation avec les médecins du travail et/ou les médecins responsables en matière de premiers soins. Dans chaque cas, elle sera équipée d'une suspension efficace; elle sera en outre conçue de manière à ce que deux secouristes puissent accompagner la victime et procéder au massage cardiaque, à la réanimation ainsi qu'à la perfusion.

## Ambulanciers

Art. 89. In de steenkolenmijnen zorgt de werkgever ervoor dat ten minste vijf procent van de ingeschreven ondergrondse werknemers wordt opgeleid tot ambulancier. Deze opleiding wordt georganiseerd door de werkgever en begeleid door een in artikel 96 bedoelde arts-reanimator en door de arts-coördinator in overleg met de arbeidsgeneesheer en/of met de andere inzake eerstehulpverlening verantwoordelijke artsen. Zij is onderworpen aan een voorafgaande erkenning door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid op advies van de administratie van de arbeidshygiëne en -geneeskunde. In de ondergrondse werkplaatsen zullen zich ambulanciers bevinden naar rato van gemiddeld één op twintig van de aanwezige ondergrondse werknemers.

De werkgever zal in de mate van het mogelijke waken over de gelijkmatige spreiding van de ambulanciers over de drie werkplegen en de verscheidene werkplaatsen, zodat zij zich bevinden in de nabijheid van plaatsen waar risico's voor een ongeval kunnen bestaan en derwijze dat zij tijdig kunnen tussenkomen. Zij zullen op regelmatige tijdstippen bijgeschoold worden door de artsen die inzake eerste hulp verantwoordelijkheid dragen, evenals door de verpleegkundigen.

## Hulpverleners

Art. 90. Afgezien van de bepalingen van bovenstaande artikelen 88 en 89 zullen de werkgevers van de steenkolenmijnen met het oog op het toedienen van de eerste zorgen aan gekwetsten en zieken, cursussen van ten minste twintig uren inrichten voor het personeel dat met het toezicht over de ondergrondse of de bovengrondse werken is belast; deze cursussen mogen voor verscheidene bedrijven samen worden ingericht en moeten vooraf worden erkend door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

De werkgevers wier personeel gewoonlijk minstens vijftientwintig leden telt, dienen per vijftientwintig werknemers minstens één persoon aan te duiden die ertoe bevoegd is eerste hulp te verlenen en die hiervoor een door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid erkende opleiding van ten minste twintig uren heeft genoten.

## C. Materieel voor eerste hulp

## Draagberrie

Art. 91. In de mijnen moet zich, ter hoogte van de aan- en afvoergalerij van iedere werkplaats en op iedere plaats waar de arts-reanimator, de arts-coördinator, in overleg met de arbeidsgeneesheren en/of andere inzake eerstehulpverlening verantwoordelijke artsen dit nodig achten, een aan de bijzondere omstandigheden aangepaste draagberrie met twee dekens bevinden.

In de ondergrondse groeven en graverijen worden de plaats van en het aantal draagberries vastgesteld door de arbeidsgeneesheer.

## Interventiematerieel voor ambulanciers en hulpverleners

Art. 92. Dit materieel moet worden bewaard in een draagbare kist die voorhanden is op elk van de plaatsen bedoeld bij de twee vorige leden. Zij zal alle noodzakelijke middelen bevatten om een gekwetste of zieke maximale kansen te bieden, onder voorbehoud dat deze middelen door de ambulanciers of de hulpverleners kunnen en mogen worden aangewend. Wat de mijnen betreft dient de kist vervaardigd te zijn uit materialen die aan de bijzondere omstandigheden zijn aangepast en ze moet voorzien zijn van een handvat of een ander geschikt middel om ze gemakkelijk te dragen. De inhoud van de kist zal bepaald worden door de arts-reanimator en de arts-coördinator in overleg met de arbeidsgeneesheren en/of de andere inzake eerstehulpverlening verantwoordelijke artsen.

In de ondergrondse groeven en graverijen wordt de samenstelling van het interventiematerieel bepaald door de arbeidsgeneesheer.

## Interventiematerieel voor artsen en verpleegkundigen

Art. 93. De samenstelling van dit materieel wordt bepaald door de arts-reanimator en de arts-coördinator in overleg met de arbeidsgeneesheren en/of andere inzake eerstehulpverlening verantwoordelijke artsen.

## Ziekenwagen

Art. 94. Voor het transport van gewonden of zieken zal men per ondergrondse verdieping beschikken over ten minste één ziekenwagen. Deze zal op de meest gunstige plaats opgesteld staan en moet beantwoorden aan de door de arts-reanimator, de arts-coördinator in overleg met de arbeidsgeneesheren en/of andere inzake eerstehulpverlening verantwoordelijke artsen gestelde eisen. In ieder geval zal hij uitgerust worden met een doeltreffend veersysteem; bovendien moet de ziekenwagen zo gebouwd zijn dat twee zorgverleners het slachtoffer kunnen vergezellen en dat zij hartmassage, beademing evenals infusie kunnen toepassen.

**D. Local de soins**

Art. 95. Dans les mines, un local de soins visé à l'article 87, 3<sup>o</sup>, sera installé dans le lieu ou les lieux les plus appropriés à cet effet, soit sous terre, soit à la surface. Il sera tenu à l'abri de toutes influences nocives, bien ventilé, éclairé et chauffé. Son équipement sera conforme aux avis du médecin-réanimateur et du médecin-coordonnateur en concertation avec les médecins du travail et/ou les médecins responsables en matière de premiers soins. Le matériel d'intervention à emmener par le médecin ou le personnel de soins lorsqu'ils descendent assister un blessé ou un malade y sera conservé.

Dans les minières et carrières souterraines, ce local sera installé à l'endroit le plus approprié, en concertation avec le médecin du travail.

**Section II. — Dispositions particulières**

Art. 96. Dans les mines, l'employeur désignera un médecin-coordonnateur qui aura pour tâche de coordonner toutes les activités relatives à l'organisation des premiers soins en cas d'accident ou d'indisposition dans les différents sièges d'exploitation.

Ce médecin établira régulièrement à l'intention de l'inspection médicale, un rapport sur ces activités. L'employeur se fera également assister en ce qui concerne tous les aspects des premiers soins par son médecin du travail et/ou d'autres médecins dont la responsabilité pourrait être engagée en la matière, et par un médecin-réanimateur attaché à un établissement de soins visé à l'article 87, 4<sup>o</sup>. Par médecin-réanimateur on entend un médecin spécialiste en anesthésie et ayant une compétence particulière en matière de secours urgents et de soins intensifs.

Art. 97. Dans les minières et carrières souterraines, l'employeur coordonnera, en concertation avec le médecin du travail, toutes les activités relatives à l'organisation des premiers soins en cas d'accident ou d'indisposition. »

Art. 2. L'article 100 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 100. Les ingénieurs et agents de l'administration des mines ainsi que les membres de l'inspection médicale du travail sont chargés de surveiller l'exécution du présent arrêté, à l'exception des dispositions de son chapitre II, relatives au contrôle sanitaire du personnel, pour lesquelles cette surveillance sera exercée par les seuls membres de l'inspection médicale du travail. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 février 1987.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,  
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
M. HANSENNE

**D. Verpleeglokaal**

Art. 95. Een in artikel 87, 3<sup>o</sup>, bedoeld verpleeglokaal dient te worden ingericht in de mijnen op de voor dit doel meest geschikte plaats of plaatsen, hetzij ondergronds, hetzij bovengronds. Het lokaal moet gevrijwaard zijn voor alle schadelijke invloeden, goed verlucht, verlicht en verwarmd. Het lokaal zal uitgerust worden overeenkomstig de adviezen van de arts-reanimator en de arts-coördinator in overleg met de arbeidsgeneesheren en/of andere voor de eerstehulpverlening verantwoordelijke artsen. Het interventiemateriael dat door de arts of de verpleegkundige zal meegenomen worden wanneer zij afdalen om een gekwetste of zieke bij de staan, zal hier worden bewaard.

In de ondergrondse groeven en graverijen wordt dat lokaal ingericht op de meest aangewezen plaats in overleg met de arbeidsgeneesheer.

**Afdeling II. — Bijzondere bepalingen**

Art. 96. In de mijnen duidt de werkgever een arts-coördinator aan wiens taak erin bestaat alle werkzaamheden in verband met de organisatie van de eerste hulp bij ongeval of ongesteldheid in de verscheidene uitbatingsetels te coördineren.

Deze geneesheer zal bij de Medische Inspectie regelmatig verslag uitbrengen over de activiteiten dienaangaande. De werkgever laat zich inzake alle aspecten van de eerstehulpverlening eveneens adviseren door zijn arbeidsgeneesheer en/of andere artsen die terzake verantwoordelijkheid dragen en door een arts-reanimator die verbonden is aan een verzorgingsinstelling bedoeld in artikel 87, 4<sup>o</sup>. Onder arts-reanimator wordt verstaan een geneesheer-specialist in de anesthesie met bijzondere bekwaamheid inzake dringende hulpverlening en intensieve zorgen.

Art. 97. In de ondergrondse groeven en graverijen zal de werkgever, in overleg met de arbeidsgeneesheer, alle activiteiten met betrekking tot de organisatie van de eerstehulpverlening in geval van ongeval of ongesteldheid coördineren. »

Art. 2. Artikel 100 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 100. De ingenieurs en beamtten van de administratie van het mijnwezen alsmede de leden van de medische arbeidsinspectie worden ermee belast toezicht te houden over de uitvoering van dit besluit, met uitzondering van de bepalingen van hoofdstuk II betreffende de gezondheidscontrole over het personeel waarvoor vermeld toezicht uitsluitend door de leden van de dienst voor medische arbeidsinspectie zal worden uitgeoefend. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de vierde maand die volgt op de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 februari 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,  
Ph. MAYSTADT

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
M. HANSENNE

**EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN****MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE**

F. 87 — 585

13 NOVEMBRE 1986. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
relatif à la taxe sur certains transferts d'eau à l'extérieur de la Région

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1985 et notamment l'article 14;  
Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et notamment les articles 32 à 35, 58 et 79;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 6 novembre 1986;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;